COMPTE-RENDU
Conseil Consultatif Régional des Eaux Occidentales Septentrionales
Groupe de travail 3
3 juillet 2008
Madrid (ES)

Président : Daniel Lefèvre
Rapporteur : Jim Portus

- Le président, Daniel Lefèvre, a accueilli les délégués à Madrid et a proposé l'adoption de l'ordre du jour. Approuvé.
- Il a accueilli le représentant de la Commission, Ken Patterson, dans les débats et a profité de l'occasion pour que les délégués discutent de la crise du carburant. Des collègues de toute l'UE ont chacun fait part de leur évaluation de la crise. La capacité de la flotte par rapport à l'opportunité de quota a largement été reconnue comme étant un facteur, mais une puissance de moteur élevée et une efficacité du carburant faible dans certains secteurs a présenté un problème plus important pour certains que pour d'autres. Le faible taux d'adaptation des flottes au fil des années a aggravé les difficultés. Dans certains cas, les flottes ont été adaptées, mais doivent alors passer au poisson dans des zones et des pêches nouvelles, entraînant ainsi des effets de contagion à la baisse loin de leurs fonds traditionnels. L'aide de l'UE doit être approuvée et fournie pour arriver à des solutions ; sinon, un effondrement catastrophique des infrastructures des ports présentera une menace réelle. Des amarrages chaotiques et involontaires exacerberaient la situation plutôt que de l'arranger. Dans certains cas extrêmes, on prévoit que jusqu'à 50 % de certaines flottes seront prochainement inactives. Le groupe d'action de pêche européen s'est à nouveau réuni cette année, d'abord à Bruxelles, puis au Luxembourg, en rassemblant des partenaires de nombreux Etats. Il est certain que, à moins d'une intervention de la Commission européenne ou du Conseil, le trouble s'accroîtra, menant à des perturbations plus importantes que ce que l'on a pu voir jusqu'à présent. Des inquiétudes ont été exprimées quant à la répartition équitable de toute aide entre les membres de l'UE.
- M. Patterson a répondu. La Commission est tout à fait consciente des problèmes. Toute aide accordée doit cependant viser le profit à long terme et être appliquée de façon stratégique. L'opportunité a été saisie d'adapter les flottes qui dépassent les ressources, dans certains cas de 30 % à 40 %, dans le cadre de l'action visant un rendement équilibré maximal. Le Conseil de l'UE examinera prochainement les modifications apportées à EFF qui permettraient un démantèlement, des moteurs plus petits, des schémas d'amarrage assistés, etc.
- Le président a exprimé son inquiétude par rapport au fait que les ressources humaines pouvaient expirer avant les interventions nécessaires. Des mesures à court et à long terme sont nécessaires, à mettre en œuvre immédiatement afin d'éviter les pertes desquelles les secteurs pourraient ne pas se remettre. Un avis du CCREOS sera rédigé par Bertie Armstrong suite aux sessions du groupe de travail.

Rapport de la réunion de Manchester du 13 mars 2008 :

- Le président a proposé l'adoption du rapport : approuvé.

Examen des conseils 2008 du CIEM pour les zones VIIId et e (Manche) – Martin Pastoors

N.B. Veuillez consulter la présentation PPT de Martin Pastoors sur le site Web du CCREOS.

- Des conseils génériques ont d'abord été donnés. Il n'y a maintenant qu'un seul comité, l'ACOM. Il y a un nouveau calendrier et de nouveaux ateliers de données seront présentés en 2009. Des scientifiques étudieront l'ensemble, en faisant des coAMPraisons entre les pêches et les écosystèmes. Pour de nombreux stocks, il n'y a pas de nouveaux conseils.
- Parmi les stocks importants pour le GT3, les conseils ne sont pas nouveaux pour la plie, mais le sont pour la sole et le cabillaud.
- Sole 7d : consulter le document PPT et les conseils. Réduction de 34 % du TAC impliquée !
- Sole 7e : les prises mal déclarées sont comptabilisées. Le projet implique pour 2009 une réduction de – 20 % par rapport à la moyenne de la période de référence. Le CIEM a évalué en 2006 la mortalité ciblée, la valeur F 0,27. Le CIEM n'a pas encore évalué le projet. Les tendances sont incertaines, mais le taux de mortalité présent n'est pas durable. Les conseils de précaution cette année impliquent un TAC d'environ 300 T pour 2009. La méthode de plan de reconstitution des stocks donne 650 tonnes pour 2009, soit une réduction de 15 % du TAC. Les modifications du TAC impliquées ne se passent pas comme prévu. Une évaluation complète du projet doit être menée plus tard cette année.

Discussion : les simulations de départ avaient pour objet une plage de cibles F. Réduction de F par étapes de 3 ans. Réductions du TAC impliquées : également par étapes de 3 ans. L'objectif de valeur F 0,27 a été adopté par le Conseil. Le règlement diffère des modèles et la valeur F 0,27 serait désormais respectée beaucoup plus rapidement que prévu, avec des conséquences socio-économiques négatives impliquées.

Pour la Commission, F augmente et les TAC sont trop élevés. Les limites d'efforts ne limitent pas la valeur F. Le TAC doit réduire encore plus afin de sauvegarder ce stock. Le CIEM a demandé à évaluer le plan cette année à temps pour les négociations.

Réaction du secteur du Royaume-Uni : pas de rejet des conseils, mais inquiétude par rapport à l'utilisation d'anciennes données, de parti pris rétrospectif et de passage rapide à la valeur F 0,27. Seule demande : une approche progressive pour arriver à F 0,27, tel que prévu en 2006 et tel qu'approuvé par le CCREOS. La responsabilité de changements du TAC plus importants que nécessaires doit être prise. Les effets socio-économiques négatifs infligés seraient ressentis dans les flottes, dans les ports et au-delà.

- Cabillaud 7d. Retraits non comptabilisés appliqués. Augmentation de B. F bien en baisse désormais. L'approche de précaution ne recommande plus des prises à zéro pour atteindre les valeurs Bpa. Taux de capture élevés de juvéniles. Données chronologiques en cours de collecte. Un débat a commencé entre les Etats membres sur la séparation du cabillaud de la zone 7d par rapport à la zone 7bk. L'Irlande et l'Espagne ne veulent pas que la zone 7d soit séparée de la zone 7bk pour des raisons de perte de droits d'accès. Le CIEM fournit des conseils si nécessaire.

- Déclaration de la Commission sur le cabillaud de la zone 7fg. Application pour une nouvelle évaluation du cabillaud de la zone 7fg pour 2008. Intention d'augmenter le TAC de 20 % lors du Conseil de juillet.
- Plie de la zone 7d. Evaluation des tendances. Aucun changement perçu. Conseil : pas d'augmentation des prises.
- Plie de la zone 7e : évaluation des tendances et de la non-abondance. Similaire à l'année dernière. Répétition des conseils de l'année dernière. Réduire les prises. Niveau du TAC bien au-dessus des débarquements. Conseil : prendre des mesures concrètes mais reconnaître le lien avec le plan pour la sole dans la zone 7e.

Examen du document officieux de la CE sur le cabillaud dans l'est de la Manche – discussion sur la réaction et la marche à suivre

- Cabillaud de la mer Celte : document officieux. Séparation de la zone 7d par rapport à la zone 7bk. Proportionnellement au cabillaud de la mer du Nord, mais pas associé à cela. La Commission y travaille. Les conseils pour 2009 sont conformes aux règles de la présente politique. Conseils de milieu d'année : augmentation de 7,8 % (zone 7d) par rapport au début de l'année 2008. En vertu de l'approche de précaution, l'objectif de « zéro prise » n'est plus conseillé. Propositions de révision des mesures de la zone de reconstitution des stocks de cabillaud. Suggestion de l'inclure dans le même plan de gestion à long terme que les autres stocks de cabillaud.
- **Discussion** : l'effort a été réduit par la crise du secteur. Il ne s'agit pas d'une urgence. Les propositions ne sont pas proportionnées à l'état du stock. Accès obligatoire à ce poisson. Besoin d'examiner les mesures de conservation techniques et le plan. Ce stock ne doit pas être compris dans le plan CRZ. Nous devons poursuivre le régime actuel. Nous avons eu un démantèlement, et subissons aujourd'hui une crise de carburant. Des propositions augmenteraient les déchets, ce qui ne fait rien pour la biomasse. Réduire les déchets en établissant un pourcentage de prises accessoires plus élevé, ou les débarquer sans recettes et sans hausse de quota pour les compter. Certains secteurs de flottes modifient leur équipement volontairement pour réduire les déchets. Toute réduction proposée des déchets doit rendre compte de ces améliorations.
- Les réponses aux propositions de mesures de conservation techniques devaient être soumises avant le 30 juin.

Formulation d'une proposition pour la gestion des coquilles Saint-Jacques dans la zone VII à étudier et avaliser par le Comité exécutif

- Des collègues en France ont proposé il y a quelque temps une harmonisation des mesures techniques, en particulier dans la zone 7d. Il y a eu peu d'avancement là-dessus.
- Cependant, dans l'ébauche du Règlement technique visant à remplacer le 850/98, la Commission propose une réduction de la taille des coquilles Saint-Jacques à 10 cm à l'est. La taille minimum est actuellement de 11 cm à l'est, 10 cm à l'ouest. Il existe deux stocks distincts. Dans la pêche française, la taille de l'anneau est de 92 mm. Les français cherchent un soutien pour maintenir la taille des coquilles à 11 cm.

- **Discussion :** des inquiétudes ont été exprimées par rapport aux motifs de la Commission. Il ne semble y avoir aucune raison scientifique de réduire la taille. Il est regrettable que le secteur de la pêche français travaille sur la crise du carburant et qu'aucun document n'ait été préparé pour la réunion du GT3. Des objections ont d'abord été soulevées par rapport à la suggestion française stipulant qu'une proposition devait maintenant être transmise au Comité exécutif sans examen du GT3.
- Cependant, le Comité exécutif du CCR doit apporter une réponse aux propositions de règlement technique et, alors qu'il semble n'y avoir aucun soutien de la réduction proposée et contradictoire dans la zone 7d pour arriver à une taille de coquille de 10 cm, il semble raisonnable de soutenir les français là-dessus.
- Les collègues français ont accepté de soumettre par écrit leurs propositions sur la gestion des coquilles Saint-Jacques au GT3.

Discussion sur les AMP dans les eaux françaises :

- Le président a excusé Olivier Abellard qui n'a pas pu être là. On cherche des avis sur les sites de AMP français. Une présentation sera faite lors de la réunion d'octobre.
- **Discussion :** l'identification et l'établissement de sites AMP est une affaire transnationale. Des zones ont fermé, ce qui a entraîné la migration de pêcheurs vers d'autres zones, si possible dans un autre Etat. Certains ont estimé que des méthodes de gestion commune le long de la côte sont essentielles. Les consultations étaient amicales au départ, mais maintenant la présomption va à l'encontre des pêcheurs. Il est important de changer cela en présomption en faveur des pêcheurs. L'iAMPct de certaines activités devrait être prouvé nuisible et non durable plutôt que le secteur doive prouver qu'il ne l'est pas. Le CIEM n'a pas pu présenter de directives sur le poids de la preuve. Chaque AMP doit avoir une stratégie de sortie. Les zones fermées à la pêche pourraient être utilisées pour créer des parcs éoliens, etc.

Propositions acceptées à présenter au Comité exécutif :

- Sur la sole, 7e : demande d'une approche progressive, par étapes, pour atteindre l'objectif de la valeur F 0,27, tel que prévu en 2006 et tel que soutenu par le CCREOS. Prendre en compte les effets socio-économiques lors de la proposition de changements de TAC plus importants qu'il n'est nécessaire.
- Cabillaud, 7d : réponse de soutien du GT1 aux propositions.
- Remplacement de 850/98 : taille minimum des coquilles Saint-Jacques. Maintenir 11 cm pour les coquilles de la zone 7d.
- AMP : présomption en faveur de la pêche avant de créer les zones fermées de AMP.

La réunion a été ajournée à 13 h.

Président : Daniel Lefèvre
Rapporteur : Jim Portus,
20 juillet 2008